VertigO

La revue électronique en sciences de l'environnement



Controverse, polémique, expertise : trois notions pour aborder le débat sur le changement climatique en France

Marion Mauger-Parat and Ana Carolina Peliz

Volume 13, Number 2, September 2013

Controverses environnementales : expertise et expertise de l'expertise

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1026429ar

See table of contents

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Mauger-Parat, M. & Peliz, A. C. (2013). Controverse, polémique, expertise : trois notions pour aborder le débat sur le changement climatique en France. VertigO, 13(2).

Article abstract

The aim of this paper is to observe, using discourse analysis methodologies, the process of debating system about climate questions through the agency of three notions: expertise, controversy and polemic. We propose to analyze the construction of climate change discourse in French medias and in scientists' discourses through two discursive types: controversy and polemic, always regarding the part played by the climate expertise. The first part of this article helps to define discursively speaking what is controversy and what is polemic. It also constructs the links between these types of discourse and the definition of expertise. The empirical part of the article shows three complementary analysis: the uses of the two notions controversy and polemic in scientists' discourses, a diachronic analysis of French media discourses regarding the IPPC representation and a synchronic analysis of French newspapers front pages from November 2009 and April 2010, focusing on the elements constructing the polemic and controversial discourses.

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal et Éditions en environnement VertigO, 2013



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/



Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/



Marion Mauger-Parat et Ana Carolina Peliz

Controverse, polémique, expertise : trois notions pour aborder le débat sur le changement climatique en France

Introduction

- Le changement climatique n'est pas une problématique environnementale simple. Le phénomène du réchauffement de la planète, ses causes et conséquences, sont infiniment complexes et demandent un travail multidisciplinaire permanent, ainsi qu'une ouverture de chacun.e.s des scientifiques vers des disciplines bien éloignées de leur propre champ de recherche. Il s'agit d'une science thématique qui s'ouvre à de nombreuses disciplines (Morin, 1982).
- Cette association scientifique par l'objet de recherche *climat* offre à l'expertise un rôle inattendu : celui de médiateur transdisciplinaire, afin que l'ensemble des scientifiques parties prenantes dans l'objet de recherche, en l'occurrence le système climatique en évolution, puissent porter un regard critique sur des travaux émanant de disciplines très diversifiées, à travers notamment la synthèse proposée par le GIEC. En tant qu'expert officiel, le GIEC doit assurer une autre mission tournée vers le public non initié composé de politiques et de personnalités médiatiques, pour une prise de décision d'ordre politique conscientisée d'une part, et pour une construction non consciente des représentations liées au climat d'autre part.
 - Dans le cas du changement climatique, et au contraire d'autres problèmes environnementaux tels que la contamination par l'industrie chimique, la mobilisation sociale ne précède pas l'action politique mettant les gouvernements dans l'obligation d'agir. Les altérations climatiques ne sont pas empiriquement constatables par le citoyen. La perception du changement climatique repose donc sur l'expertise scientifique, car le phénomène ne peut être perçu d'une autre façon qu'au travers des travaux scientifiques qui comptent sur des modèles de prévisions et des compétences pointues pour réaliser des simulations sur l'évolution climatique de la planète.
- Le débat sur le changement climatique se déroule dans un espace public où les moyens de communication jouent un rôle prépondérant, non seulement du fait que le changement climatique est un phénomène essentiellement médiatisé, sa perception n'étant possible qu'au travers d'une médiation (Carvalho, 2002), mais aussi parce que, dans notre société, le droit à l'information est intimement lié à la participation politique. Le discours sur le changement climatique circulant dans notre société est le résultat de cette médiatisation. Les médias ne fonctionnent pas comme de simples arènes où les experts se confrontent et exposent leurs points de vue. Le discours climatique est pris dans l'interdiscours médiatique; façonné, il ressurgit comme un nouveau discours à prendre en compte dans la construction des idéologies et imaginaires.
- Le sociologue des médias Jean-Baptiste Comby a proposé un travail doctoral à propos de la publicisation de la problématique climatique par l'entremise de la presse française. Il considère qu'en tant qu'experts, les scientifiques ont joué un rôle important de légitimation du problème climatique :
 - « A partir du moment où quelques scientifiques ou experts participent activement à l'affirmation d'un consensus de la communauté scientifique sur la réalité des changements climatiques dus à l'activité humaine, l'information sur ces enjeux [...] obtient une place rédactionnelle croissante » (Comby, 2008 : 79).
- Ces arguments permettent de mettre au jour l'importance accrue accordée au changement climatique par les médias d'information de type généraliste. Cependant, en pointant « l'affirmation d'un consensus », Comby n'a pas pris en compte dans ce travail doctoral la dimension de débat inhérente à l'enjeu climatique.

- Selon une approche multidisciplinaire, et en tant que discipline propre, l'analyse du discours permet d'offrir un regard nouveau sur un objet abordé par d'autres disciplines. Dans le cas de la polémique climatique à la française, peu de linguistes se sont intéressés à la dimension polémique du discours climatique. Lamria Chetouani a appréhendé les discours sur l'effet de serre dans les années 90 du point de vue polémique, il ne s'agissait cependant pas de discours présents dans ce que l'on appelle les médias de masse d'une part, et la polémique ne pouvait être considérée comme une tendance discursive en cela qu'elle reposait sur un unique nom, Haroun Tazzief, d'autre part (Chetouani, 2001). En 2012, l'économiste Olivier Godard a proposé une catégorisation des acteurs du groupe climato-sceptique, ainsi que des arguments récurrents utilisés par eux (Godard, 2012). Sa démarche d'analyse des arguments climato-sceptiques, quoique louable, comprend des failles épistémologiques et méthodologiques que nous ne détaillerons pas dans cet article (Mauger-Parat, 2013). Il a cependant ouvert la voie à une recherche qui n'avait pas encore été faite par un linguiste ou un sémiologue.
- La compréhension des discours polémiques climatiques dans la presse semble pour l'heure constituer une lacune dans le champ de recherches en sciences sociales. La façon dont sont abordés et interprétés les éléments de discours au travers de la langue reflète en partie la vision du monde partagée par les colocuteurs, démultipliés lorsqu'il s'agit de médias de masse comme la presse. En cela, une analyse discursive de la presse permet de mettre au jour les idéologies et imaginaires parfois inconscients, souvent sous-jacents, qui traversent nos sociétés. Rappelons que l'usage construit également la norme, et que la norme participe des idéologies, éléments qui semblent naturels, mais qui sont pourtant construits de toutes pièces, notamment au travers du discours. Si la construction de nos corpus s'appuie sur une démarche interdisciplinaire (entretiens et corpus média), l'analyse que nous proposons se fonde sur les discours, qu'ils soient médiatiques ou issus d'entretiens.
- La *controverse* et la *polémique* sont des signes linguistiques, des termes utilisés dès lors que nous avons affaire à des affaires environnementales au sens entendu par Roqueplo (1993). Cependant, ce sont également des notions métalinguistiques, des catégories discursives spécifiques repérables dans les usages, même si les termes en eux-mêmes n'apparaissent pas spécifiquement.
- L'article en présence se construit dans cette optique double des notions de *controverse* et de *polémique*. La première partie théorique de l'article propose une constitution métalinguistique des catégories discursives *polémique* et *controverse*. Elle est également l'occasion de comprendre l'articulation existante entre l'expertise climatique et ces catégories discursives. La seconde partie de l'article est davantage empirique et s'attache aux usages des termes *controverse* et *polémique*, ainsi qu'à la construction discursive du discours polémique et du discours de controverse dans les corpus scientifiques et médiatiques, toujours au regard de l'expertise.
- L'hypothèse principale qui guide cet article se fonde sur l'idée qu'il existe une réelle dichotomie entre ces deux notions, non seulement au regard des usages dans le corpus scientifique, mais également dans la construction des catégories discursives dans les corpus médiatiques. La seconde hypothèse qui parcourt le travail soutient l'idée que dans la presse française, le GIEC a peu à voir avec le discours polémique, du moins dans cette forme nominale. Les trois études que nous proposons à la lecture répondent de ces deux hypothèses : une étude de discours scientifiques issus d'entretiens, une analyse diachronique de la presse française pour rendre compte des représentations du GIEC et une étude synchronique des Unes de la presse française lors du sommet de Copenhague de novembre 2009 à avril 2010.

Définition des trois concepts-clé : expertise, controverse et polémique

L'expert et l'expertise

Dès le XVIIe siècle apparait ce lien étroit entre le pouvoir et les « savants mobilisés par le Prince » pour l'éclairer à propos d'un certain nombre de problèmes. Si l'expertise était marginale dans les siècles suivants, elle est devenue massive au cours du XXe siècle, où elle gagna progressivement des institutions gouvernementales (Hermitte, 2003). Les hommes

politiques se fondent sur ces paroles d'experts afin de prendre des décisions, et les journalistes pour construire l'information. L'expert se situe donc à l'articulation entre science et décision, mais également entre science et vulgarisation, voire publicisation des connaissances. Il est un personnage de sciences difficile à classer, qui met en question l'imaginaire social sur la science vue comme une institution neutre, impartiale et éloignée des débats de négociations politiques. Pour Petit (2000), la notion d'expert est fonctionnellement opposée à celle d'amateur. D'après l'auteur, l'expert n'est a priori pas un scientifique, selon trois points différenciant le premier du deuxième. Le premier point se réfère à la limitation spatiale d'actuation : l'expert porte ses compétences acquises dans un domaine à l'extérieur de celui-ci, tandis que le scientifique demeure à l'intérieur de son domaine. Le deuxième point concerne la motivation : l'expert agit sur requête, le scientifique construit sa recherche sur un temps long, à l'intérieur de son domaine et en fonction des résultats précédents. Le troisième point se rapporte au rapport au savoir et à la vérité : le savoir du scientifique peut être en suspens sur un point sans que cela n'entraine pour lui une disqualification; un expert, en revanche, doit résoudre ce suspens, il est censé disposer d'un savoir qui conduit à la production de la vérité, c'est à dire, « à la différence du scientifique, l'expert produit une aide à la décision ».

13

14

15

16

17

18

Selon Laügt (2000), l'expertise se présente comme une des interfaces entre science et société, avec l'enseignement et la vulgarisation. Pour l'auteur, le processus d'expertise permet de rendre plus intelligible le champ considéré, de déterminer son appropriation par les profanes en une objectivation du problème. Dans une démarche davantage argumentative, l'auteur considère l'expertise comme « une prise à témoin de la science pour objectiver une décision ». L'expertise n'est plus moteur mais justification de la décision.

D'après Roqueplo, l'expertise serait une confrontation entre experts scientifiques, s'opposant à celle des controverses que les mêmes protagonistes ont à gérer en tant que scientifiques cette fois. La controverse sortirait alors du domaine scientifique pour s'imiter dans des débats politiques. Roqueplo estime cependant que « la logique de l'expertise n'est pas celle de la science » (Roqueplo, 1993 : 71). Selon l'auteur, la confrontation d'experts est structurellement conflictuelle, tandis que les controverses qui opposent des scientifiques entre eux sont animées par l'utopie de la convergence. L'expert se présente comme un « avocat scientifique » qui doit respecter l'exigence d'objectivité tout en prenant en compte l'exigence d'explication qui va mener à la décision.

Comme nous pouvons le voir, les trois définitions de la notion et de la fonction des experts et de l'expertise se construisent à partir du champ de la science et des scientifiques, mais également en opposition à cette dernière. La problématique liée à l'engagement et au type de réponses qu'apporte l'expert pour une aide à la prise de décision est toujours prégnante dans l'ensemble des définitions. La notion de débat, hyperonyme des notions de polémique et de controverse, mais tournée vers des non-scientifiques, ajoute une fonction délibérative et communicationnelle à l'expertise.

Nous souscrivons davantage au point de vue de Laügt, qui explique que les discours des experts ne sont pas d'un type unique, ils peuvent changer par rapport aux circonstances. L'expert n'est pas statique vis-à-vis de l'image de la science. Loin d'être enfermé dans une fonction de porteparole de la science pour l'élaboration d'une décision, l'expert démystifie la connaissance scientifique, il permet la communication sur le sujet et les ajustements autour d'un projet. Dans ce sens, l'expert assume également un rôle de création d'adhésion de l'opinion publique à une certaine proposition.

Construction de l'expertise du changement climatique

Cette définition semble cohérente avec la représentation de l'expertise du changement climatique. En effet, le phénomène est un problème environnemental qui a mobilisé en amont l'attention de la science, pour ensuite, grâce au travail d'expertise, publiciser le phénomène en tant que problème socio-environnemental, sortir de la sphère purement scientifique et devenir un problème politique majeur. Nous pouvons donc dire que le changement climatique émerge sur la scène publique grâce au travail d'experts qui se sont réunis sur l'égide de l'ONU afin de constituer le Groupe d'experts sur l'évolution du climat, le GIEC.

- Selon Roqueplo (1997), les scientifiques ont non seulement « déclenché », mais également « provoqué l'affaire de l'effet de serre » au début des années 90, avec la signature de la Convention Cadre sur le Climat à Rio, pendant la Conférence de la Terre. Ainsi, le GIEC att-il été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) avec l'objectif de rassembler en un seul lieu les informations pertinentes sur l'évolution du climat. Le principal propos du groupe était « d'évaluer, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les principales informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique à ce sujet dont on peut disposer à l'échelle du globe » (www.ipcc.ch/languages/french.htm). Le GIEC a pour objectif de proposer une synthèse de toutes les connaissances scientifiques ayant un rapport avec l'évolution climatique, ce qui inclut les connaissances acquises comme les incertitudes et lacunes, les publications qui font l'unanimité et celles contestées.
- Le GIEC est un organisme qui évalue et synthétise les travaux de recherches menés par des chercheurs du monde entier dans des disciplines allant de la climatologie à l'économie, des sciences sociales à la santé. Il organise, à travers ses rapports et ses documents de synthèse, un travail de communication sur l'évolution du climat. Le GIEC est une institution scientifique qui vise à produire de l'expertise.
- Roqueplo évoque la sécheresse qui a sévi aux États Unis en 1988 comme possible évènement déclencheur d'une inquiétude concernant un possible risque climatique. Il ajoute à cet événement climatique extrême trois autres facteurs fondamentaux pour expliquer comment le problème de l'effet de serre a pu retentir socialement comme ce fut le cas dans la fin des années 80:
 - L'observation effective de l'augmentation de la concentration du CO₂ dans l'atmosphère et de l'accélération de cette augmentation;
 - La confirmation empirique de la relation qui lie l'augmentation de la concentration du CO₂ à celle de la température (à partir de l'analyse des carottes glaciaires et des sédiments marins);
 - Et surtout l'existence d'un milieu scientifique puissant, fortement organisé au niveau international, capable de se saisir du problème, d'en mesurer certaines conséquences et de se faire entendre.
- D'après l'auteur, c'est à partir « de cette légitimité scientifique et d'un ensemble convergent d'observations que ces chercheurs ont reconnu et imposé l'existence d'un problème dont les conséquences potentielles risquent à leurs yeux d'être considérables pour l'ensemble de l'humanité actuelle et à venir, à savoir : l'éventualité d'une élévation dangereuse de la température globale de la planète ». Les scientifiques ont donc joué la fonction de déclencheur, « on peut même dire qu'ils se sont massivement mobilisés pour la provoquer [l'affaire] ». (Roqueplo, 1997 : 48).

Le GIEC comme médiateur

- S'il ne produit pas de connaissances, le GIEC contribue à leur offrir une visibilité sociale en dehors du cercle scientifique, et à les rendre indispensables à la décision politique. En cela, le GIEC rend les travaux issus des disciplines liées à l'étude du climat « rentables ». L'institution répond à la volonté des chercheurs de transformer la question scientifique des changements climatiques de nature anthropique en un problème politique. Le GIEC joue donc également un rôle dans la construction de l'objet changement climatique d'un point de vue scientifique, au regard de l'organisation des sciences du climat.
- L'élaboration des savoirs au sein de chaque laboratoire opère non pas seulement au moment de la recherche, mais également en aval, lorsqu'elle est évaluée par les pairs, permettant de valider les résultats scientifiques. C'est l'échange entre chercheurs qui valide et intègre un résultat aux connaissances acquises.
- Concernant les savoirs climatiques, une nouvelle étape scientifique apparaît à la suite de l'évaluation par les pairs, il s'agit de cette mise en commun des connaissances, en cela qu'elle doit agir sur les futures recherches. Détaillant ainsi le processus d'acquisition des connaissances scientifiques dans le champ de la recherche, les étapes doivent comporter un

moment où la mise en commun, et non plus seulement l'évaluation par les pairs, joue un rôle. Cette mise en commun pourrait s'apparenter à une forme de médiation scientifique entre des disciplines différentes. Tout comme les pairs se nourrissent des recherches qu'ils valident, l'ensemble du corps de chercheurs s'alimente de cette forme de médiation de l'ensemble des recherches sur le suiet.

La validation par les pairs revêt en règle générale une forme de hiérarchisation pyramidale en constante évolution, considérée à un moment donné. En un temps T de la recherche, certains scientifiques se font juges, ont été et seront jugés à leur tour. La médiation scientifique telle que définie en amont se caractérise par une forme non plus pyramidale, mais en réseaux : l'ensemble des résultats de recherches sont appréhendés sur un même niveau, chacun ayant déjà été évalué par sa propre discipline, l'agent médiateur sert de « passeur » de sciences.

26

27

28

29

30

31

Ce rôle de médiation scientifique est assumé de façon implicite par le GIEC : le travail d'état de l'art est assumé par plusieurs centaines de scientifiques issus de nombreuses sciences, qui se doivent, pour chacun des trois groupes de travail, de lire l'ensemble des recherches et d'en faire une synthèse. « Aux yeux des scientifiques, les rapports complets du GIEC (plusieurs milliers de pages) constituent un état des lieux de la connaissance scientifique relativement fidèle et satisfaisant, faisant même apparaître les divergences et les incertitudes dans les résultats » (Dahan, 2006 : 9).

Le GIEC remplit donc cette mission d'état de l'art qui permet un dialogue des sciences et disciplines, non seulement selon le destinateur, mais également selon le destinataire. Notons que ce travail d'état de l'art respecte la temporalité relative à la recherche scientifique, puisqu'elle exécute ses rapports tous les quatre à cinq ans, délai minimal pour obtenir une recherche aboutie. Les instances politiques en attente de ces rapports souhaiteraient voir leurs délais de production raccourcis à une année, respectant ainsi plus la temporalité politique relative au calendrier électoral, et la temporalité médiatique se focalisant plus volontiers sur la semaine, voire la journée, parfois même l'heure ou la minute selon les événements et les médias. Les attentes de chaque institution sociale (politique, médiatique et scientifique) sont donc extrêmement divergentes en termes de temporalité, même si l'objectif est commun : convaincre l'opinion publique du bien-fondé des politiques publiques menées et à mener.

Plus qu'un dialogue, le GIEC permet une réelle cohésion de l'ensemble des disciplines et sciences qui travaillent sur l'objet climat, ainsi que le décloisonnement de ces disciplines, pour une meilleure compréhension des enjeux de chacune d'entre elles, sachant que l'objectif final leur est commun : le consensus scientifique, pour aboutir à un consensus politique et un consensus social. Landowski (1989) montre que le consensus social reste un élément primordial pour l'action politique, en cela que ce consensus reflète le désir de l'opinion publique.

Dans le cas du changement climatique, l'appel pour l'action est venu des scientifiques. Le branle-bas autour du phénomène s'est ensuite fait au niveau des gouvernements sans que l'on n'ait assisté à une mobilisation populaire d'aucune sorte. L'affaire ne se serait point propagée sans événements mobilisant directement les politiques et les médias à l'instar des conférences internationales de Rio ou de Genève, ou de la publication des rapports. D'après Bohemer-Christiansen (2002), le travail d'expertise du GIEC a favorisé, au cours de multiples réunions larges et ouvertes au sein de la communauté scientifique, la formation d'un consensus scientifique sur la nature et les impacts de changements climatiques globaux.

En diffusant son message dans l'espace public, le GIEC a réussi à créer une opposition des acteurs en désaccord avec leurs idées d'un côté, comme le lobby de l'industrie énergétique, et en faveur d'un autre côté, comme les ONG écologistes. Le discours sur le changement climatique s'est construit à travers l'exposition de cette opposition des acteurs dans les médias. Pour N. D'Almeida, la médiation est une élaboration à laquelle participent différents acteurs qui mobilisent différentes pistes interprétatives. Elle est plurielle et engage le débat. Selon l'auteure « l'enjeu est moins la stricte publicisation que la constitution d'un fait comme fait public et la co-construction d'une réputation » (D'Almeida, 2007 : 74). Nous pouvons reconnaître à partir de cette définition non seulement un effort de politisation de l'objet, mais également de sa médiatisation de la part du GIEC.

En résumé, en sonnant l'alarme, les scientifiques provoquent la mobilisation du monde politique, social et des médias. Un ensemble de données socioéconomiques étaient cependant nécessaires pour faire du phénomène un sujet d'intérêt pour la société et la classe politique, entre autres une montée en puissance de l'intérêt social pour les problèmes concernant l'environnement. Aux vues de cela, nous pouvons dire que le GIEC est responsable de la médiatisation du risque climatique et de sa diffusion dans l'espace public, cautionnant la mobilisation des acteurs sociaux (ONG, les hommes et institutions publiques, etc.). Ses rapports d'expertise ont eu une fonction importante pour la mise en branle des acteurs qui participent de la construction du discours sur le phénomène.

32

33

34

35

36

Nous considérons que l'expertise climatique représentée par le GIEC a une fonction non seulement de médiateur entre sciences et société, mais également de publicisateur du climat, avec l'objectif de remporter l'adhésion de l'opinion publique à une « cause » scientifico-environnemental. Nous souhaitons maintenant comprendre dans quelle mesure la controverse ainsi que la polémique conditionnent le débat autour du changement climatique.

Controverse et polémique : définitions selon un point de vue discursif

« Discussion argumentée et suivie sur une question, une opinion », voici la façon dont le *Nouveau Petit Robert* datant de 2008 présente la *controverse* (Rey, 2008 : 533), et d'ajouter concernant les collocations usuelles dans la définition dictionnairique, que la controverse est à l'origine scientifique. Il s'agirait d'une discussion permettant de résoudre un point conflictuel d'une théorie scientifique, l'objectif étant de prendre une décision, de construire communément un savoir fondé sur des arguments et vérifié par des preuves, une connaissance, ou un savoir fondé sur des croyances. En cela, nous comprenons que la controverse est inhérente à la construction des connaissances scientifiques, ainsi que le propose Dominique Pestre, la controverse étant le « lot commun de la fabrication des savoirs, en tant qu'elle est structurante parce qu'au cœur des pratiques ordinaires et nécessaires de la science » (Pestre, 2007 : 30). En d'autres termes, la controverse est constitutive d'une science légitime. Elle a donc une place dans le discours scientifique. Dans ce contexte, le juge est là pour prendre la décision finale. De ce fait, ses connaissances et/ou son statut social doivent être égaux ou supérieurs aux « controversistes » : il fonde ainsi une relation de pouvoir ascendante sur les débatteurs, qui lui confèrent l'autorité de trancher le débat.

Qu'advient-il de la controverse lorsqu'elle sort du domaine scientifique? Sa définition en est-elle modifiée par ses nouveaux usages? Bruno Latour (1989) cherche à comprendre « comment des pratiques de laboratoire en viennent à devenir des vérités socialement acceptées, comment elles en viennent à faire advenir un nouveau monde puis à peser sur lui et le transformer » (Pestre, 2007 : 41). Cette conception latourienne de l'analyse des controverses permet de montrer que les controverses scientifiques sont parties prenantes dans la société, qu'elles la transforment et sont transformées en retour par les acteurs de cette société. La controverse est ici comprise comme transversale : elle prend corps dans la sphère scientifique, mais voyage dans d'autres sphères, politiques, médiatiques, de l'espace public, etc. Si sa nature évolue, son appellation reste inchangée et en fait pour les sociologues de la traduction un hyperonyme du conflit verbal.

Ainsi que l'explique Cyril Lemieux, une controverse « renvoie à des situations où un différend entre deux partis est mis en scène devant un public, tiers dès lors placé en position de juge » (Lemieux, 2007 : 195). La controverse revêt une caractéristique dite triadique : les deux groupes d'adversaires, et un tiers à la fois public et juge, même lorsqu'elle sort du contexte scientifique. Il existe donc une place de juge à pourvoir lorsque la controverse devient publique. Dans cette perspective sociologique, le tiers est constitué soit de pairs, en l'occurrence des scientifiques, soit d'une instance politique, soit de profanes, par l'entremise des médias grand public. Dans ce dernier cas, il semble que les médias d'information généraliste répondent le mieux aux demandes de publicisation de la controverse : « le développement des moyens de communication [...] permet aux membres de ces différentes sphères [...] de solliciter des appuis parmi les profanes (via les journaux, la radio, la télévision) » (Lemieux, 2007 : 199). Dans ce contexte sociologique, la controverse acquiert

des nouvelles « mise en scène » pour reprendre les termes de Lemieux, selon son déplacement dans différentes sphères sociales. Elle perdra certains arguments, en développera de nouveau en fonction du public-juge. Il semble que si le juge est politique, les arguments mis en avant porteront davantage sur cet aspect de la question. Sans remettre en question l'aspect constructif de la controverse, les sociologues de la traduction considèrent de la même façon un juge pair, et un juge issu du domaine politique, médiatique ou encore public.

Le point de vue que nous adoptons est d'ordre discursif. De ce fait, l'approche que nous proposons se fonde davantage sur les modèles discursifs de la polémique et de la controverse que propose Kerbrat-Orecchioni (1980) notamment. Nous retenons cependant de la démarche sociologique la construction actancielle d'une situation de controverse ou de polémique, la relation triadique entre les deux parties et le juge qui intéresse tout autant le sociologue que le linguiste.

37

38

40

En 1980, Kerbrat-Orecchioni énonce que « la relation sémantique n'est pas très claire entre "polémique" et "controverse" ». En effet, à cette époque, les deux termes peuvent être considérés comme des génériques, ou hyperonymes, tous deux liés à la dispute théologique, en ce sens que « la réflexion théologique constitue la grande affaire de l'époque », avant le 20° siècle. La nuance qu'apporte Kerbrat-Orecchioni sur la différenciation de ces deux termes serait le fait que la controverse constitue un « débat réglé, donc serein » (Kerbrat-Orecchioni, 1980 : 16), répondant ainsi à des normes instituées, une forme de contrat tacite entre les trois protagonistes. Allant plus avant dans la définition proposée par Kerbrat-Orecchioni, nous voyons que ces similitudes entre polémique et controverse ne tiennent pas.

Selon son étymologie grecque polemos, la polémique serait considérée comme une guerre verbale. Cette étymologie de la polémique indique la destruction, la décrédibilisation de l'autre au travers des mots sur un terrain public. La destruction est certes virtuelle, néanmoins efficace. « Une polémique est une guerre métaphorique, une guerre de plume » (Kerbrat-Orecchioni, 1980 : 4), une guerre démocratique en somme. L'aspect mis en avant par la définition serait celui de la destruction plutôt que la construction, inhérente à la controverse. De par son aspect dialogique, la polémique circule dans le social, car elle répond forcément à un autre texte dans le réseau intertextuel médiatique. Afin d'y répondre, le locuteur doit reprendre le discours de l'autre, et souvent le déformer à son avantage. Les discours respectifs sont interprétés au cours de l'interaction verbale ou écrite, et adaptés en fonction des besoins des interlocuteurs. Cette forme de circulation des propos polémiques est génératrice de transformations importantes, voire d'oublis volontaires, l'objectif étant de falsifier la parole de l'autre, afin de la disqualifier. La polémique s'amplifie ou s'étend en fonction des passions qu'elle soulève chez les deux groupes d'énonciateurs qui défendent chacun leur camp. « Le discours polémique peut être défini comme l'affrontement de thèses personnelles à l'intérieur d'un ensemble idéologique commun » (Kerbrat-Orecchioni, 1980 : 19). Car il faut tout de même accepter le terrain de la polémique, le choix des armes et des règles. Il arrive que l'adversaire se trouve acculé à la riposte, et pris dans l'engrenage polémique, sans pour autant l'avoir réellement choisi. Toujours, le juge semble absent de cette guerre verbale. L'objectif de la polémique n'est pas une prise de décision pour enrichir le champ dans lequel elle prend corps.

La deuxième différence à retenir entre *polémique* et *controverse* serait la place médiatique de la polémique, même lorsqu'il s'agit de questions scientifiques. La polémique n'accepte pas la même temporalité que le discours scientifique, dans lequel se situerait la controverse. Lorsqu'elle est orchestrée par des pairs, la controverse traverse des médias très spécialisés et consultés uniquement par des scientifiques. Étant donné l'objectif scientifique de bâtir des consensus, la partie controversée existante est souvent effacée des yeux du grand public, afin de parvenir à un consensus politique et social. Ainsi, les connaissances scientifiques sont-elles posées comme des vérités inébranlables aux yeux des politiques et de l'opinion publique. En tant que discours, la polémique se retrouve donc essentiellement sur le terrain des discours de médias de masse.

La polémique serait marquée par deux isotopies contradictoires : la maitrise, la manipulation, la ruse d'un côté, et la spontanéité, l'engagement passionnel de l'autre côté. Le pathos, la passion, joue donc un rôle essentiel dans les discours polémiques, davantage que dans les

discours de controverse. Cela ne signifie pas pour autant que la passion n'existe pas dans les discours de controverse scientifique; cependant, ce n'est pas par cette entrée qu'ils seront définis. En ressortent inexorablement des procédés discursifs relatifs au champ sémantique guerrier que sont l'agressivité, la véhémence, les insultes, etc. Cela va de pair avec une attaque vers la personne plutôt qu'à l'encontre des arguments. Le discours polémique attaque une cible, souvent personnalisée au travers d'une personne ou d'un groupe. En cela, la polémique définit un camp adverse. Elle est alors considérée comme dialogique. Le polémiste vise un individu en tant qu'il est censé représenter une position discursive, double activité de disqualification sur la personne et sur le positionnement discursif.

Une autre différence notable entre controverse et polémique est la nature des acteurs. Concernant la controverse, ils font tous partie intégrante de la discipline scientifique dans laquelle se déroule la controverse. Dans ce contexte, le rôle des avocats est bien de convaincre le juge. La question se pose de savoir à qui s'adressent les discours polémiques, et qui se positionne en tant que juge. Kerbrat-Orecchioni aborde très peu la notion de récepteur, sauf lorsqu'il s'agit d'un des deux adversaires du discours polémique. L'aspect triadique de la controverse a-t-il cependant disparu? Nous ne le croyons pas : « Ainsi que le discours didactique est destiné à apporter au récepteur une information qu'il ignore, le discours polémique tend à lui faire rejeter une information qu'il admet ou pourrait admettre » (Kerbrat-Orecchioni, 1980 : 10-11). Cette constatation permet de poser deux remarques. Tout d'abord, selon ces propos, la polémique devient l'antonyme du consensus, censé trouver un terrain d'entente commun. Le consensus se définit comme un accord proche de l'unanimité, c'est-à-dire un accord dans lequel résident encore certaines incertitudes n'affaiblissant en rien le consensus en question. Ensuite, l'absence de juge déclaré laisse une place béante lors de la relation discursive polémique, place comblée par des profanes.

42

- Étudiant les discours polémiques journalistiques, Yanoshevsky énonce clairement le rôle du tiers lors des polémiques, souvent représenté par le peuple, « l'agora » : « l'échange entre les interlocuteurs est toujours destiné à un tiers » (Yanoshevsky, 2003 : 5), constitué soit de journalistes, soit d'auditeurs, lecteurs, téléspectateurs, ayant une caractéristique commune : être profane dans le domaine scientifique dans lequel se déroule la polémique. Nous entendons par *profane* un individu ni professionnel, ni militant, ni expert dans le domaine en question. Ni les journalistes ni l'opinion publique ne sont à même de juger ou d'arbitrer une controverse, ils embrassent cependant cette responsabilité dans un contexte polémique. Yanoshevsky va même jusqu'à comparer la polémique à une forme théâtrale, dans laquelle « leur discours n'est pas uniquement destiné aux interlocuteurs immédiats, mais également aux « overhearers » (destinataires indirects) » (Yanoshevsky, 2003 : 5). La raison pour laquelle l'énonciateur s'adresse également au tiers serait la manipulation de ce tiers : « la polémique sert à manipuler un tiers contre la personne attaquée, ou à constituer une propagande pour le point de vue du locuteur » (Yanoshevsky, 2003 : 5).
- Ces deux groupes, journalistes comme opinion publique, n'ayant pas les connaissances pour départager les débatteurs, s'en remettent aux modes de légitimation et aux croyances, pour devenir les porte-paroles d'un parti, faire la propagande en quelque sorte de celui qu'ils considèrent comme vainqueur de la polémique. Car l'issu de la polémique n'est pas neutre : elle connaît un vainqueur que l'opinion publique va croire, et un vaincu, qu'elle va décrédibiliser. Ainsi, le rôle du juge n'est-il pas de départager, ni même d'arbitrer, mais de croire un parti et dénigrer un autre. Le polémiste confère ainsi aux profanes-juges un pouvoir qu'ils n'exerceront jamais, puisqu'ils ne sont pas à même de juger.
- Ainsi les scientifiques acceptent-ils ce changement de « terrain, d'armes et de règles » vers les médias, ainsi que de « juge » vers les profanes lorsqu'ils répondent par média interposé. La controverse devient donc médiatique. C'est par ailleurs pour cette distinction médiatique que les linguistes s'intéressent au type de discours polémique. Ainsi en est-il de Kerbrat-Orecchioni, mais également de Maingueneau, Chetouani ou encore de Yanoshevsky. Le point de vue linguistique tend vers une séparation de *controverse* et de *polémique*, positionnant la première au sein des discours scientifiques, et la seconde dans les discours relevant des médias de masse à vocation informationnelle. Nous fondons les trois analyses qui constituent

la seconde partie de cet article sur cette dissociation du discours de controverse et du discours polémique. Ainsi notre intérêt se porte-t-il sur la façon dont les experts, au travers de leurs usages, définissent la *controverse* et la *polémique*. Nous observons ensuite la presse pour comprendre la construction diachronique de la représentation de l'expertise officielle des sciences du climat, le GIEC. Une analyse synchronique clôt l'article à propos de la construction des discours polémiques en lien avec l'expertise.

Analyses discursives en trois temps : discours d'experts, discours de presse sur les experts et discours de presse à propos de la polémique climatique

Le point de vue des scientifiques travaillant sur le climat

46

47

48

49

Dans les années 90, les scientifiques annonçaient qu'il n'y avait pas de controverses telles que présentées dans les médias à propos du changement climatique, sous-entendant cette différenciation importante entre controverse et polémique. Leurs opposants se sont emparés de cet énoncé pour expliquer que, justement, s'il n'y avait pas de controverse visible par le grand public, c'était dû à l'hégémonie de l'institution qui s'attachait à aplanir, par le biais de l'édition de rapports d'expertise, les voix discordantes, parlant du GIEC, bien entendu. La transition sémantique entre controverse et polémique s'opérait déjà à l'époque. Cette première remarque pose ainsi le décor médiatique ambigu qui entoure la notion de controverse dès les années 90. Afin de comprendre la façon dont les scientifiques parlent des débats, scientifiques comme médiatiques, nous nous intéressons à leurs discours, lors d'entretiens semi-dirigés d'une heure à propos des controverses en règle générale, effectués en 2010, suite à la vague médiatique climato-sceptique. Nous incluons également dans cette analyse un texte de dix-huit pages, chapitre de livre traitant spécifiquement de la controverse climatique et assumé par une des personnes interrogées en 2010 (Zaccaï, 2012 : 39-57). Les six scientifiques avec lesquels nous nous sommes entretenues font partie du domaine scientifique climatologique, sauf un d'entre eux qui s'inscrit en Histoire des sciences et qui s'intéresse depuis de nombreuses années au recours aux modélisations informatiques dans la progression de la science.

Nous remarquons une dissension entre chacun des acteurs interrogés pour l'utilisation du terme *controverse*. Si certains osent parler de *controverses scientifiques*, d'autres évitent soigneusement ce terme, préférant parler de *débat*, notion qui par ailleurs remporte tous les suffrages, car il s'agit de l'occurrence la plus récurrente dans le corpus ainsi constitué. Cependant, elle est quasi systématiquement suivie par l'adjectif *scientifique*, qui permet de le qualifier. Il en va de même pour le terme *controverse*. Lorsqu'elle est nommée, la controverse est qualifiée la plupart du temps de *scientifique*. Cela permet d'avancer que les locuteurs ou locutrices considèrent que, à l'instar du débat, la controverse peut être de différentes natures. Ils posent ainsi les deux occurrences en relation de quasi-synonymie, puisqu'utilisées de façon similaire. Le *débat* intervient de façon plus récurrente que la *controverse* en cela que certains scientifiques se refusent de parler de controverse. Cet évitement du terme en fait un mot tabou, voire un mot à ne plus associer au vocabulaire scientifique, mais plutôt au vocabulaire médiatique, lui préférant son quasi-synonyme *débat*, pour moitié d'entre les scientifiques interrogés. Une chercheuse utilise l'euphémisme *petits problèmes* pour en parler.

À la suite de l'occurrence débat, et qui apparaît plus encore que le terme controverse, la notion d'incertitude caractérise les situations de désaccord scientifique. Il s'agirait d'un terme jargonnant, si l'on en croit sa présence dans l'ensemble du corpus, et dans les titres, sous-titres et intertitres de nombreux ouvrages traitant de façon scientifique la question climatique. Nous n'en citerons ici que trois exemples, chacun représentatif d'une certaine période de la recherche relative au climat. Ainsi, dans l'ouvrage intitulé La Terre outragée : Les experts sont formels, dirigé par Jacques Theys et Bernard Kalaora aux éditions Autrement en 1992, une souspartie est-elle nommée « 2. Incertitudes et controverses », rendant distinctes, mais cependant liées les significations de chacun des termes. En 2008, Denis Lamarre dirige un ouvrage Climat et risques, changements d'approches aux éditions Lavoisier, avec pour troisième partie « Perspectives, Incertitudes, adaptations », et pour sixième chapitre « Incertitude, climat

et droit français ». Enfin, dans le livre dirigé par Edwin Zaccaï et al, publié en 2012, le troisième chapitre est nommé : « Comment le GIEC gère-t-il les incertitudes scientifiques? » Se pourrait-il que la notion d'incertitude scientifique remplace celle de débat scientifique ou de controverse scientifique dans les discours scientifiques? Nous pensons que l'incertitude est une constituante du débat scientifique. Le débat doit s'appuyer sur une ou plusieurs incertitudes, en cela qu'elles représentent des problèmes à résoudre. Elles ouvrent la voie et donnent la direction de nouvelles recherches. Les incertitudes sont inhérentes au débat, qui est inhérent aux avancées scientifiques et à la recherche en général. Elles sont les plus petites poupées russes.

Pour aborder la controverse, les locuteurs et locutrices ont largement recours à une forme nominale, des structures telles que la *divergence*, le *point de blocage*, *d'accroche*, la *discussion*, *l'échange*, la *question ouverte* ou encore le *défi*. Force est de constater que la controverse scientifique apparaît de façon positive, ainsi que l'attestent des termes comme *question ouverte*, *défi* ou *discussion*. Il n'est jamais question de confrontation ou d'attaque. Au contraire prévalent la discussion et l'échange pour trouver un terrain d'entente. Certes, il est souvent question *d'erreurs*, qualifiées de *stupides*, mais l'objectif de la controverse est bien d'effacer ces erreurs.

51

52

53

Si les questions restent ouvertes, l'erreur n'a pas encore été résolue, et le débat continue dans le temps. Un chercheur explique que au bout de je ne sais plus combien d'années, on s'est rendu compte d'une erreur de calcul. La controverse scientifique, essentiellement, c'est ça. (...) Ça prend un an, deux ans, trois ans, on les décortique, si l'affirmation A et l'affirmation B ne sont pas compatibles, il y en a une des deux qui est fausse. La controverse scientifique s'étale dans le temps, elle est cependant restreinte dans l'espace. Nombre d'entre eux parlent d'espaces d'échanges, de discussions internes, mais également d'isolement du débat scientifique dans un espace qui n'est pas celui des médias. Une controverse scientifique reste dans une communauté. C'est pas des vraies controverses scientifiques, sinon, ces trucs de deux minutes où on fait une espèce de mascarade un peu de ce qu'est le débat scientifique, ca va pas. À l'instar des propos de ces scientifiques, lorsqu'une question, si ouverte soit-elle, sort du domaine scientifique, elle passe dans les médias, elle se transforme et se dénature, elle n'est plus scientifique. Il y aurait cependant des discussions intra-disciplinaires qui ont déjà un espace, et des discussions transdisciplinaires pour lesquelles il faudrait créer un espace. Ces deux formes de débat restent cependant dans le champ scientifique, même si la compréhension entre disciplines n'est pas toujours chose aisée.

Pour les chercheurs et chercheures qui assument les discours analysés, le *débat scientifique*, synonyme de *controverse scientifique*, mais également *d'échange*, de *discussion*, permet plusieurs choses : réduire les *incertitudes*, reconnaître les *erreurs*, répondre aux *questions ouvertes*, résoudre les *points de blocage*, les *points d'accroche* et les *divergences*, et relever des *défis*. Si les scientifiques cherchent à exprimer leurs *désaccords*, c'est au travers de *discussions permanentes*, sur une longue période, mais dans un espace restreint, l'espace d'échanges scientifiques, en aucun cas celui d'échanges médiatiques. Les objectifs du débat scientifique semblent louables et positifs. Notons également que le discours de l'ensemble des scientifiques est unanime concernant le débat scientifique, l'utilisation du terme *controverse* mise à part. C'est en effet un domaine que tous connaissent bien, pour le pratiquer au quotidien : *C'est pour ça qu'on dit qu'on est un peu des sceptiques professionnels*. La notion de *controverse* s'efface donc au profit de celle de *débat*, sous-entendant que la *controverse* a perdu de sa valeur scientifique, puisque galvaudée par des usages médiatiques.

Mentionner la polémique s'avère pour les scientifiques beaucoup plus complexe et délicat. L'élément saillant et récurrent dans l'ensemble des discours émanant des scientifiques lorsqu'il s'agit de polémique se trouve être la dysphorie omniprésente. À tous les niveaux de la langue, on retrouve des éléments négatifs qui jalonnent le discours : verbes dysphoriques dénigrer, décrédibiliser, refuser, dévaloriser, s'engueuler, nous opposer, nominalisation de la situation de polémique attaques, provocation, dégâts, crispation, déficit, incompréhension, la qualification des notions plus neutres que sont le débat, et du même coup, la controverse : polémique, superficiel, aveugle, faux, fausses, destructeur, préfabriqué, et, tout simplement,

les éléments de négation : aucun capacité à l'analyse, ils n'y comprennent rien, encore moins, créer la polémique là où il n'y a pas de raison d'en avoir, réelle méconnaissance. Si les scientifiques interrogés n'arrivent pas à se mettre d'accord sur des normes discursives communes pour parler d'une situation polémique, tous la voient comme quelque chose d'extrêmement négatif. Du même coup, leur propension à expliquer clairement cette situation est mise à rude épreuve, car au fur et à mesure qu'ils parlent des discours polémiques, les scientifiques tentent également de les comprendre. Ainsi, les structures phrastiques sont-elles plus complexes, et portent-elles, non pas directement sur le débat médiatique, mais sur les acteurs et les objectifs de ces derniers.

54

55

56

À l'instar des verbatim sur le débat scientifique, les termes débat et controverse sont accompagnés du qualificatif médiatique. La controverse est d'abord médiatisée, accompagnée d'un participe passé, qui dénote une évolution : elle est, dans le corpus analysé, en cours de passage du domaine scientifique au domaine médiatique. Le participe passé est très rapidement remplacé par l'adjectif médiatique, qui achève la transformation de la controverse. Le débat est directement accompagné de l'adjectif médiatique, mais est également utilisé sous sa forme verbale : débattre, accompagné d'une spatialisation liée aux médias : dans les journaux, au journal de 20 h, à la télévision, les micros ouverts. Une chercheuse explique par ailleurs que la controverse « a explosé à l'extérieur, dans les médias ». Cette idée de modification de la spatialisation est également récurrente dans le corpus, bien qu'exprimée de façon différente : déporter la controverse sur une scène qui n'est pas strictement scientifique, c'est parti dans les médias, la controverse évolue, ça circule, il l'a écrit, il l'a fait circulé, on a le droit de discuter ces vérités, mais à un moment, ce n'est plus de la science. Cela pose le problème de l'ouverture des discours scientifiques. Nous avons pu apprécier la définition temporelle d'une question ouverte pour les scientifiques. Il semblerait que lorsque l'ouverture est évoquée parlant des climato-sceptiques et des médias, elle ne serait pas temporelle, mais spatiale, ce qui légitimerait la prise de parole des climato-sceptiques ne faisant pas partie de la discipline scientifique relative aux sciences du climat.

Dans sa forme verbale, le syntagme *débattre* lié aux médias est utilisé sans sa préposition *de*, introduisant l'objet du débat. La forme intransitive du verbe permet de montrer que la résolution du problème n'est pas importante, seul le fait que le débat existe et prenne forme dans les médias compte. Peu importe le sujet, du moment qu'il y a débat dans les journaux.

Parlant des acteurs du débat médiatique, les scientifiques en évoquent trois types : les climatosceptiques, les journalistes et le grand public, et tentent de comprendre les motivations des deux premiers groupes. Selon les climatologues, les climatosceptiques ont pour objectif de frapper les esprits, dire du mal des climatologues, dresser la population contre nous. Ils qualifient ces climatosceptiques de gens qui ont un niveau qui ne permet pas le débat, avant de débattre, il faudrait leur faire des cours, Allègre n'y connaît rien aux modèles (...) Rittaud n'y connaît rien aux modèles, il n'a pas compris ce qu'on faisait, il y a une réelle méconnaissance de ce qu'est notre science, un déficit d'informations précises. La dimension d'incompréhension, de méconnaissance semble être inhérente aux climatosceptiques, qui préfèrent affirmer des opinions, utiliser des arguments faux. Cette ignorance de l'objet s'accompagne d'arguments visant les scientifiques, les personnes, et non plus le fond du problème : mener une campagne de dénigrement, c'est destructeur pour nous, il traite les scientifiques de mafieux, de gens ivres de pouvoir et d'argent, ça devient passionnel, on persiste, on s'entête (...) on ne peut plus en démordre, ils sont très agressifs, un dénigrement très fort sur l'intégrité des scientifiques. Ces deux traits de méconnaissance et d'irrationalité caractérisent ce groupe climatosceptique français selon les scientifiques. Cependant, quand on aborde les personnalités, les disparités sont grandes entre chacune des personnes qui composent ce premier groupe hétérogène. La diversité des postures climatosceptiques en fait une force qui permet de démultiplier les voix qui s'élèvent contre le consensus affiché par les sciences du climat. Cette complexité de la structure du groupe climatosceptique se traduit dans les discours des scientifiques par une incompréhension des différentes motivations qui les animent : le goût du spectacle, le goût du sang, là, je dois être honnête, je ne comprends pas.

L'aspect passionnel et irrationnel caractérise également le deuxième groupe d'acteurs, à savoir certains médias, et certains journalistes. Seulement, tous les scientifiques ne considèrent pas les médias comme co-responsables de la situation de polémique, il s'agit d'une minorité, qui accuse malgré tout ces médias de *créer la polémique là où il n'y a aucune raison d'en avoir*, ajoutant *qu'il suffit qu'un journaliste dise ce qu'il veut à un moment donné pour que toute la confiance soit ruinée*, et parlant de *l'irrationalité de l'information*. Un des chercheurs interrogés, lui-même confronté à la polémique, considère les médias comme responsables de la situation, car *les journaux tiennent tellement à leurs débats*. Il ne positionne pas les journalistes comme des arbitres du débat, mais bien comme des attiseurs de querelles, *qui perd*, *qui gagne*, *qui se dispute*, et les accuse d'une volonté de s'en tenir aux postures, comme si le fond ne comptait pas, que seul comptait le jeu d'acteurs et déplorant une certaine superficialité du travail journalistique. Certains déplorent également une forme de cristallisation de la parole climato-sceptique par les médias : une fois qu'on est passé dans la presse, on peut plus en démordre.

57

58

59

60

Dans tous les cas et pour tous les esprits interrogés, le destinataire final de ces polémiques reste bien le grand public, *pris à témoin, qui comprend encore moins*, car l'objectif est de *dresser la population contre nous* pensent les scientifiques interrogés. Leur est fourni par les climatosceptiques toute une panoplie d'outils scientifiques *préfabriqués*, ainsi est-il question de doute *préfabriqué*, doute sur la crédibilité des scientifiques, *des gens doutaient, s'interrogeaient sur la rigueur scientifique* afin de *mener une campagne de dénigrement* à l'endroit des scientifiques. Ces scientifiques considèrent qu'Internet et les sites climatosceptiques ont joué le rôle de pourvoyeur d'outils d'apparence scientifique auprès du grand public, notamment liés au doute indispensable à la démarche scientifique. Car, ainsi que l'explique ce chercheur : à un moment, pour être crédible, il faudrait presque dire qu'on doute, si on émet des doutes, on a plus de chances d'être crus. Le doute inhérent à la pratique scientifique est ainsi utilisé contre cette pratique pour la remettre en cause. Nous avons ici affaire à du prêt-à-penser, prêt à douter, et du prêt à débattre servi au grand public, car *les climatosceptiques ne font qu'affirmer ce que beaucoup veulent entendre*.

L'ensemble des scientifiques interrogés considère prendre part aux polémiques, parfois à leur insu. Les éléments relatifs au discours polémique se trouvent présents dans leurs discours : l'aspect belliqueux, dont l'objectif n'est pas de résoudre un problème, mais bien d'alimenter une querelle, les caractéristiques passionnelles du discours, additionnées à la mise en circulation d'outils scientifiques dévoyés, préfabriqués, l'attaque des personnes plutôt que des idées, la prise à partie du grand public positionné en juge. Mais rappelons que la polémique passe par la manipulation de ces destinataires finaux, enclins à croire plutôt qu'à comprendre : la masse, ou l'opinion publique, c'est du moins ce qu'exposent les scientifiques du climat. Le point de vue des experts eux-mêmes éclaire ainsi les ambiguïtés latentes entre les deux termes de *controverse* et de *polémique*. Le premier terme est devenu un mot tabou en même temps qu'un quasi-synonyme de l'hyperonyme *débat*, voyageant dans différentes sphères du social, tandis que le second qualifie largement les interventions médiatiques à propos du climat pour les climatologues. Malgré le voyage de la *controverse*, les scientifiques ne posent pas ce terme en synonyme de la polémique qui revêt une valeur excessivement dysphorique.

Les représentations du GIEC dans la presse française entre 1990 et 2007

L'analyse diachronique des représentations du GIEC dans la presse française offre à lire un point de vue bien différent à propos de la relation qu'entretien l'expertise avec le discours polémique. Pour rendre compte des représentations du GIEC dans la presse française, nous observons les éléments saillants de l'ensemble des textes étudiés au travers des activités langagières, des schémas cognitifs et des fonctions pragmatiques en tant qu'éléments de rétention et de captation du sens. Pour ce travail, nous nous sommes appuyées sur les travaux de Charaudeau à propos de la médiatisation de la science. L'auteur propose une typologie des discours scientifiques, didactiques et de vulgarisation scientifique, chacun recouvrant une situation de communication spécifique fondée sur la visée du discours, les instances de

production et celles de réception. La situation du discours de médiatisation scientifique est un hybride entre les trois types vus en amont. Dans sa finalité, le discours de médiatisation partage la double visée d'information (faire savoir) et de captation (susciter l'intérêt), comme dans le discours médiatique, mais dans un rapport de contradiction. Car selon Charaudeau, ce type de discours n'a pas pour fonction de susciter une opinion, son rôle est plutôt de porter à la connaissance d'un public des faits déjà établis, comme dans le discours didactique (Charaudeau, 2008). Dans le discours de médiatisation, le récepteur du message attend donc une connaissance établie, caractéristique des connaissances scientifiques.

L'identité des partenaires du côté de l'instance de réception est diverse, cette situation doit être prise en compte par l'instance de production, qui reste également très variable. D'après l'auteur, le propos dans la situation de communication révèle le caractère hybride de ce type de discours. Car bien qu'il corresponde à un objet de savoir comme dans le discours scientifique et didactique, il est souvent découplé de la discipline à laquelle il s'attache normalement, « cela produira un discours explicatif sans possible repérage du domaine de connaissance auquel il appartient ». Le discours scientifique, dans ce cas, ne reçoit pas un traitement différent d'autres événements non scientifiques. « Il procède donc à une désacralisation du discours scientifique qui est parfois compensée par une sorte d'éthique de la popularisation du savoir scientifique » (Charaudeau, 2008 : 18).

61

65

66

- Pour observer la construction du discours de l'expertise du changement climatique dans la presse, nous avons choisi trois journaux français de référence, lesquels se rapportent à l'actualité d'une manière globale et non en tant que quotidiens spécialisés sur le sujet : *Le Monde, Le Figaro* et *Libération*. Nous nous sommes focalisées sur les années 1990, 1995, 2001 et 2007, correspondant à la publication des rapports du GIEC, étant donné que ces documents sont un des points de rendez-vous entre les médias et la classe politique.
- Bien que l'analyse sémio-discursive soit surtout d'ordre qualitatif (Charaudeau, 2008), nous avons jugé nécessaire pour ce cas d'étude de la coupler avec des méthodologies quantitatives, afin de construire et organiser le corpus. L'objectif n'était pas uniquement de rassembler des données, mais aussi d'identifier les symptômes nécessaires à l'analyse qualitative réalisée postérieurement.
- Dans cette étape nous avons observé le nombre de reportages produits par les journaux étudiés au cours des années analysées évoquant le GIEC, la place de l'information dans le journal et les « domaines scéniques » d'apparition (les espaces du « donner à voir » dans les journaux analysés. Ils sont représentés par les rubriques, mais aussi par la Une); le type de texte texte d'information (articles, textes courts d'information), articles d'interprétation (chronique, reportage, textes des personnes extérieures au journal, interview), ou bien article d'opinion (éditorial, colonne, commentaire); et les producteurs de l'information un journaliste spécialisé en sciences ou environnement, un journaliste non spécialisé, des agences ou bien des personnes extérieures au journal.
 - L'observation quantitative de ces éléments révèle une évolution dans le temps de la représentation de l'objet dans la presse au cours des années. Quasiment absent dans la presse dans les premières années de ses activités, le GIEC est parvenu par la suite à acquérir une place dans l'espace des journaux. Cette augmentation de l'intérêt de la presse est démontrée notamment par l'augmentation progressive du nombre d'articles, mais également par le nombre croissant d'informations qui ont occupé la Une et les pages principales des journaux, ainsi que par l'avènement d'articles d'opinion. Cette donnée renforce l'idée d'un discours légitimé dans le temps.
 - L'analyse des données a également fourni des informations symptomatiques sur la montée en puissance de la valeur du GIEC en tant qu'événement informatif, c'est-à-dire la capacité de ses publications, des événements publics, des réunions du groupe à être transformés en de l'information par les médias. L'information scientifique ou environnementale entre habituellement en conflit avec les valeurs de l'information journalistique qui sont, dans leur majorité, des valeurs d'urgence (Van Dijk, 1990). L'information sur le changement climatique donnée par le GIEC se construit, elle, à plus long terme. En 2007, le GIEC était massivement présent dans la presse durant toute l'année. Cela n'est pas un résultat anodin : à cette période,

la présence médiatique de l'instance devient constante, une constance entretenant également un rapport étroit avec le processus de légitimation du groupe.

67

68

69

70

Concernant les domaines scéniques, ou l'angle depuis lequel la presse analysée donne à voir le sujet, les données observées renforcent l'idée d'une restriction du sujet au domaine de la science et de l'environnement. Cela a été démontré par le grand nombre d'informations analysées qui apparaissent dans ces domaines, même si nous avons pu observer, à partir de 2001, une ouverture vers de nouveaux domaines scéniques. La presse donne à voir l'information dans la partie scientifique du journal la plupart du temps, cela indique que les informations sur les travaux du GIEC peuvent être représentées d'une façon limitée en ignorant les enjeux sociaux, politiques et économiques du problème. Cette idée est renforcée par le fait que les producteurs des informations sont, dans leur majorité, des journalistes spécialisés en sciences et environnement. Par ailleurs, la spécialisation de l'émetteur, définie en grande partie par l'appartenance à un domaine scénique spécifique, donne crédibilité au message.

Dans ce contexte, l'émetteur légitime le message. Il y a là un aspect relatif à la construction d'une confiance entre le journaliste spécialisé et ses sources d'information d'ordre dialectique, car le journaliste légitime la source scientifique en même temps qu'il est légitimé par celleci. Ces relations rendent difficile la possibilité de faire évoluer le sujet vers d'autres domaines scéniques.

Lors de la publication des deux premiers rapports du GIEC en 1990 et 1995, le discours est marqué par un effort de compréhension d'une problématique naissante, à cette époque restreinte à la science. Les rapports entre action humaine et changement climatique ne sont pas encore établis et l'incertitude scientifique se voit réfléchie dans le texte. Le discours se configure donc, à cette époque, comme un exercice de compréhension du producteur luimême. Par ailleurs, les aspects les plus alarmistes de ses rapports sont mis en relief. La contextualisation est faible ainsi que les explications des méthodologies utilisées par les scientifiques. Il y a une forte dichotomie entre science et politique et les solutions, très rares, sont présentées plutôt par des interlocuteurs scientifiques.

Avec le troisième rapport du GIEC datant de 2001, le groupe gagne en légitimité, et une discrète ouverture dans le domaine de la politique est observée. Cette « désacralisation » du travail du GIEC génère un discours ambivalent qui au début aura mis en danger la nouvelle légitimité du groupe acquise avec ce troisième rapport. L'approche du phénomène par les journalistes se fait à travers des questions objectives sur les conséquences du changement climatique, cela répond aux relations d'attente et de capacité cognitive établies entre public et journaux, et les propres contraintes de la presse (limitation d'espace, obligation d'objectivité, réponse à la valeur d'urgence); cela dénote cependant que l'émetteur ne s'est pas complètement approprié le travail du GIEC. Étant donné que ces réponses objectives réclamées par la presse échappent à la science, le discours est alors fondé sur la présentation des scénarios du pire. En parallèle est déployée une construction discursive qui renvoie à la certitude des experts, renvoyant le lecteur à la construction du consensus dans la presse.

En 2007, lors du quatrième rapport, le discours journalistique construit une forte légitimité du groupe, avec l'affirmation d'un consensus scientifique sur la relation entre les activités anthropiques et les changements climatiques. Il n'y a plus de place pour le doute. Le terme *GIEC*, qui au début venait accompagné de mots d'escorte légitimateurs comme *Nations Unies*, est dorénavant utilisé lui-même comme argument d'autorité, exhortant les politiques à l'action. Le phénomène commence à s'ouvrir à d'autres domaines. De nouveaux acteurs font partie du discours, et les enjeux économiques et politiques commencent à être pris en compte.

Cette transition se réalise sans démythifier le travail du GIEC en tant qu'institution scientifique plus que politique. Si le changement climatique commence à être évoqué comme un problème économique et politique, *les experts* ont, plus que jamais, une légitimation donnée en tant qu'institution scientifique.

Ces observations font percevoir que la représentation du GIEC est passée par une importante mutation. Au début marquée par une remise en cause et des efforts de compréhension du phénomène, elle a ensuite fait l'objet d'une assimilation de la part de la presse contribuant

ainsi à l'acceptation du phénomène du changement climatique et, dans le même temps, à l'acceptation du travail même du GIEC en tant qu'institution scientifique.

L'analyse qualitative confirme ce que présage l'analyse quantitative, à savoir une légitimation du discours du GIEC croissant au cours des années étudiées. Le discours médiatique a évolué, au départ d'une contextualisation scientifique, où le GIEC nécessite l'appui d'autres institutions afin de valider son discours dans l'espace public, vers un discours autoporteur en 2007 où le GIEC grimpe au cœur de l'événement en devenant une instance légitimante.

75

76

77

78

Nonobstant, la compréhension du travail du groupe en tant qu'experts est limitée. Le discours est restreint à l'angle scientifique et même s'il y a des acteurs politiques, la dichotomie entre science et politique reste forte. Une autre question observée est la dramatisation. Bien que l'information soit élaborée par des journalistes spécialisés, le discours du GIEC est présenté principalement dans ses aspects les plus dramatiques, sans explication des méthodologies de travail complexes employées par le Groupe afin d'arriver à ses conclusions. Le manque d'explications sur le travail réalisé au préalable des conclusions aide à la construction du mythe de la vérité scientifique incontestable.

Les seules traces relevant du discours polémique dans cette étude diachronique de la représentation du GIEC dans la presse française se trouvent être la remise en cause de l'institution et son besoin de légitimité. Mais nulle part n'est apparue dans le corpus analysé une situation polémique telle que définie par Kerbrat-Orecchioni. Le discours de presse fait un gros effort pour construire un consensus, soit à travers l'absence des sujets et acteurs polémiques, soit par l'entremise d'un discours construit sur une forme de conviction de la nécessité d'agir. Dans ce sens, nous observons une tendance à la dramatisation du problème climatique, avec la répétition des phénomènes climatiques extrêmes. Les sceptiques sont sous-représentés, mais cela ne veut pas pour autant dire qu'ils sont complètement absents, ils existent, mais leurs discours sont délégitimés vis-à-vis du discours des experts du GIEC. En résumé, nous ne pouvons pas dire que la modalité de médiatisation au travers du travail du GIEC soit polémique selon cette étude diachronique fondée essentiellement sur les représentations du GIEC. Cela valide la seconde hypothèse de ce travail à propos de la dissociation du GIEC d'avec le discours polémique.

Les polémiques climatiques dans la presse : analyse synchronique des Unes en 2009-2010

L'intérêt de travailler les Unes réside en une désolidarisation avec le contrat de communication de Charaudeau, spécifique à la médiatisation des sciences. En effet, dans ce contexte précis de Une, l'instance de production des titres n'est pas clairement établie : ces derniers ne sont pas assumés par le journaliste qui a pourtant rédigé l'article à l'intérieur des colonnes. Il en va de même pour l'instance de réception, que l'on ne peut cantonner aux seuls lecteurs des journaux en question. En effet, une Une a un impact bien plus important que l'intérieur d'un journal, par le fait même qu'il s'agit d'un objet visuel de captation, opérant comme une vitrine. Ainsi, dans un manuel dédié au fait de Réussir sa Une, Marina Alcaraz explique-t-elle que « la couverture est le premier contact, parfois involontaire – qu'a le lecteur avec une publication » (Alcaraz, 2005 : 7). La Une est le reflet d'un journal, une première hiérarchisation de l'information. Elle est chargée d'attirer le lecteur potentiel. Pour Nicolas Hubé, la Une donne quotidiennement à lire le « fait du jour », « mis en récit et en sens par la rédaction » (Hubé, 2008 : 7). Bien entendu, l'information en tant que telle agit également sur le désir du potentiel lecteur, d'autant plus qu'elle est mise en forme : les mots sont choisis avec soin, les images et graphiques sélectionnés afin de multiplier les chances de « passage à l'acte d'achat ». Il s'agit donc d'une vitrine, mais également, de ce fait, d'une publicité. Hubé montre que les informations présentes dans la Une ont une forte valeur politique, en tant qu'éléments de captation. Nous gageons donc que la nature de l'information en lien avec le climat sera plus de nature politique que scientifique. Cette hybridation de la Une en fait un objet sémiotique privilégié, un espace dans lequel est construite l'histoire du changement climatique, telle qu'on se la rappellera.

Moirand a montré que le vocabulaire guerrier, outre alimenter une polémique médiatique, est redondant concernant les « affaires » liées à la santé ou à l'environnement. L'usage

de désignations qualifiantes dépréciatives ou à charge émotionnelle forte telle que « crise, scandale, fléau, catastrophe, saga »... ou même « -gate » tend à incomber à la Une un air de famille, de déjà-vu. « La presse ordinaire constitue de ce fait un lieu de rencontre des discours sur la science et sur ces événements, (...) intertexte constitué de plusieurs voix ». Moirand appelle ces intertextes de facon poétique la « ronde des discours » (Moirand, 2007 : 64). « Ainsi le titre de la une du Monde, La bataille des OGM est relancée, inscrit à la fois la présence de deux groupes antagonistes, et le fait que ce n'est pas nouveau. La métaphore de la guerre est d'ailleurs souvent utilisée pour désigner le débat autour des OGM, en particulier dans les titres de presse » (Moirand, 2007 : 91). Moirand ajoute que ce genre de terme lié au champ sémantique guerrier renvoie le lecteur à une histoire sur le long terme et également à un savoir particulier. Ainsi en est-il pour des notions comme « vandale, croisade, anarchistes, commandos... », qui ne renvoient cependant pas à la même signification selon qu'ils sont percus par un homme politique, un scientifique, un militant, un entrepreneur, un philosophe ou un employé de banque. « Ainsi, les mots "empilent" au fil du temps des sens différents, ce qui leur donne une épaisseur dialogique qui échappe partiellement à leurs énonciateurs » (Moirand, 2007:93).

Les mots-événements (Moirand, 2007 : 56) ainsi que nommés par Moirand répondent à cette description. Ils sont les points de mire, les « déclencheurs mémoriels » aux problèmes posés, non aux solutions à trouver. Un aspect négatif, voire dépréciatif, plane lors de l'utilisation de ces mots événements. Et la thèse défendue par Moirand, que nous soutenons également : « les médias sont devenus un lieu de construction des mémoires collectives des sociétés actuelles » (Moirand, 2007), correspond selon nous à un passage obligatoire pour qu'un événement fasse partie de l'Histoire de nos sociétés. En cela, la Une, marquée par des mots-événements et des images-événements, est également un marqueur historique et un constructeur de l'imaginaire social. L'analyse sémio-discursive des 64 Unes présentée ici se focalise sur les isotopies invoquées et les genres discursifs construits en amont afin d'aborder le climat au travers de ces mots-événements.

79

80

81

Si le discours polémique est une caractéristique marquée des textes traitant des questions socio-scientifiques, l'événement climatique que nous analysons est de nature politique, il s'agit de négociations qui appellent, tout comme le discours polémique, l'isotopie de la guerre. *Le Monde* est l'unique journal à mettre en scène une controverse scientifique, selon la définition défendue précédemment. En effet, à la date du 21 octobre 2009, la Une pose la question du ralentissement du réchauffement : *Climat : le réchauffement marque-t-il une pause ?*, et d'expliquer que le sommet de Copenhague « se déroulera alors que des climatologues, en affinant leurs analyses remettent certaines affirmations en question. Certes, le climat continue de se réchauffer, contrairement à ce qu'affirme une rumeur insistante sur Internet. Néanmoins, certains climatologues [...] jugent tout à fait possible que les températures diminuent pendant une dizaine, voire une vingtaine d'années ». En exposant le travail des scientifiques avec la prise en compte des incertitudes, et en utilisant une forme syntaxique interrogative dès le titre, *Le Monde* prend le risque de décrédibiliser les travaux scientifiques menés, et, selon les propos du journaliste, « rendre [ainsi] plus difficile l'engagement des politiques sur le sujet », en mettant potentiellement en danger le consensus politique.

Le projet didactique prend ici le pas sur la dramatisation. Le quotidien préfère l'information scientifique, mais ménage l'effet d'annonce en instillant de la confusion et du doute au sein du titre qui propose à lire l'inverse de la catastrophe prophétisée : le ralentissement, voire l'arrêt du réchauffement climatique. Le doute devient dès lors un levier pour marquer de façon dramatique le corpus. Et de fait, *Le Monde* se joue des climato-sceptiques en leur offrant un espace dans les Unes car, ainsi que l'explique un des climatologues entretenus, les climato-sceptiques permettent au *climat* d'être présent en dehors des événements médiatiques. Non seulement le scepticisme est présent pendant le sommet, mais également après le sommet. D'un point de vue quantitatif, il offre un espace médiatique à l'objet *climat* entre janvier et mars 2010, égrenant ainsi au fil des Une analysées les problématiques inhérentes à la polémique climatique. Nous abordons la valeur polémique des discours climatiques en fonction de trois temps marquant l'évolution de la polémique climatique en termes d'acteurs et d'arguments.

Le Monde semble être le journal quotidien privilégié pour aborder les sciences climatiques. Ainsi qu'observé, le journal est le seul à mettre une controverse scientifique en Une, il est également le seul à positionner des scientifiques au sein de polémiques, et enfin, il est le seul à mettre en scène des recherches scientifiques de différents ordres : des observations sur la fonte des glaciers de l'Himalaya pour la Une du 26 novembre 2009, des « clés » et un discours de vulgarisation pour l'édition du 6-7 décembre, et une découverte scientifique afin de pallier le réchauffement le 26 décembre. La science est omniprésente dans les Unes du Monde, et sous des formes variées. Dans ce contexte, l'expertise scientifique du GIEC et des climatologues semble s'inclure sans difficulté dans la vie politique française.

82

83

84

85

86

87

signé au terme des négociations.

Dans ce temps de la polémique, l'isotopie de la guerre et du conflit est davantage liée à la négociation politique qu'au climat. La forme du discours polémique en présence dans le corpus relève davantage du complot : fantasme, dévoiler, théories du complot, rumeurs farfelues, et bien sur climategate. Notons que cette forme de polémique n'est pas surreprésentée dans le corpus analysé, puisqu'il s'agit de cinq Unes du Monde sur les 24 proposées entre novembre et décembre 2009 qui, pour quatre d'entre elles, mettent en scène des scientifiques confrontés aux fameux sceptiques, encore appelés climato-sceptiques. Nous trouvons par exemple sur la Une du Monde du 24 novembre : Climat : réplique aux sceptiques, et dans le corps du texte « le physicien suisse Thomas Stocker s'en prend au regain d'activité des "climatosceptiques" », sans que nous en sachions plus sur ces derniers protagonistes. Dans Le Monde du 2 décembre, les politiques sont confrontés à la blogosphère : Copenhague et les complots de la blogosphère, le chapeau explique ensuite : « Fantasmes. Les scientifiques auraient-ils menti sur le réchauffement? » L'ensemble de ces discours polémiques est assumé par Le Monde, seul journal à oser aborder le thème du climategate et les personnages climatosceptiques. Les deux autres quotidiens abordent le thème, sans pour autant nommer directement les climatosceptiques ou le climategate.

Aucune personnalité n'est explicitement citée dans le premier volet de la polémique climatique. Les climatosceptiques représentent une nébuleuse insaisissable : ils piratent des emails, sont présents dans la blogosphère. À l'image des pirates informatiques (hackers), ils sont difficilement identifiables et travaillent dans l'ombre. C'est par ailleurs leur force; on ne sait pas exactement qui est l'ennemi du GIEC dans la première partie du corpus. Notons qu'il est davantage question des climatosceptiques que de leurs adversaires dans ce premier volet. À ce stade temporel du corpus, la polémique touche davantage les politiques. En effet, l'objectif des climatosceptiques est similaire à l'objectif des scientifiques climatologues : influencer les décisions politiques. C'est à propos des négociations que les climato-sceptiques s'invitent à Copenhague. Copenhague est confronté aux complots de la blogosphère. Le temps et le lieu de la conférence sont donc propices à la construction d'une polémique liée au politique. L'enjeu de la conférence est la continuation du protocole de Kyoto, que les plus grands pollueurs de la planète n'avaient pas ratifié : États-Unis, Australie, Canada. Sur le mode du mensonge et du doute, les protagonistes s'affrontent. Les seules personnalités politiques à se référer explicitement à ce courant sont les négociateurs représentant l'Arabie Saoudite, pays faisant partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'Opep. Cette organisation est par ailleurs présentée comme la gagnante incontestée du sommet dans les discours assumés par la presse française. Par continuation, nous pouvons dire que la nébuleuse climatosceptique, quoique dans l'ombre, a remporté une victoire en creux avec l'accord à minima, insuffisant,

Au deuxième temps de la polémique climatique, les protagonistes pris à partie sont connus et cités en tant que groupe : il s'agit *des experts*, et non des scientifiques, experts du *GIEC*, de *l'ONU*, ou du *changement climatique*. Ils sont qualifiés soit en fonction de leur appartenance, soit selon l'objet de recherche qu'ils investissent, en partant du principe que ces experts sont effectivement des scientifiques, mais cela n'est stipulé nulle part. L'objet de la polémique repose sur *une erreur*, à l'inverse de la première vague qui abordait la notion de *rumeur* davantage liée au complot.

Le Figaro parle d'incroyable erreur, remettant alors en question le fait qu'il s'agisse réellement d'une erreur, involontaire. Le terme incroyable fait basculer les connaissances du

climat dans le mode de la croyance, et en utilisant cette forme d'implicite, *Le Figaro* prouve qu'il ne croit apparemment pas en la possibilité d'une erreur involontaire.

88

89

90

91

93

Le même quotidien montre que les experts sont contestés par rapport à *la rigueur des prévisions*, sans parler de l'origine de la contestation. L'objectif de cette contestation apparaît d'ailleurs dès les Unes du *Figaro*, annonçant que d'éminents scientifiques proposent de *réformer le GIEC*, voire de *dissoudre le groupe*. En ne mentionnant qu'une partie de la polémique et en omettant de nommer les juges, *Le Figaro* tente de positionner cette polémique sur le mode de la controverse, dont les *éminents scientifiques* sont de facto juges, pour pouvoir ainsi trancher le débat : les scientifiques eux-mêmes proposent une réforme.

À l'inverse, *Le Monde* nomme à plusieurs reprises les destinataires réels de la polémique : il s'agit de *l'opinion* et des *opinions publiques occidentales*. *Le doute* est certes nominalisé, il est cependant mis pour synonyme de *scepticisme* et surtout de *confusion*, critiquant du même coup le rôle joué par les médias dans la diffusion de ces doutes. Ils permettent par ailleurs de plonger *le GIEC dans la tourmente*. La notion de *campagnes climatosceptiques* fait par ailleurs partie du l'isotopie guerrière, minoritaire au *Monde*, majoritaire dans l'unique occurrence de *Libération*. Le quotidien évoque en effet une *attaque*, une *offensive* et une *défense*, notions relatives aux stratégies militaires.

À l'inverse du *Figaro*, *Libération* et *Le Monde* nominalisent les auteurs de ces attaques sans pourtant les nommer de façon explicite : les *climatosceptiques* et les *sceptiques* restent dans l'ombre. Par ailleurs, *Libération* prouve une nouvelle fois la valeur polémique du discours médiatique lié au climat en expliquant que *les experts du changement climatique doivent se défendre*. La modalité déontique présente dans cette obligation révèle le fait que les climatologues n'ont pas d'autre choix éthique que de riposter avec les armes employées par les sceptiques. Comme nous l'avons vu, cette dimension caractérise un discours polémique.

La valeur triadique du discours polémique varie d'un journal à l'autre. Le Figaro ne met en scène que le GIEC dans sa façon de rapporter les faits. Le doute devient alors agent doué de mouvement puisqu'il gagne du terrain. Nous notons par ailleurs que l'opinion publique vue par Le Figaro est perçue comme passive, en creux, recevant les informations sans réagir. Libération propose une vision bilatérale de la polémique, mettant les protagonistes face à face : les sceptiques attaquent et les experts se défendent, tout comme dans un conflit dont l'enjeu reste cependant masqué. Enfin, Le Monde prend en compte les trois protagonistes jouant un rôle dans la polémique. Les climatosceptiques critiquent le GIEC et ébranlent sa crédibilité, l'objectif étant que le doute et le scepticisme s'installent dans l'opinion publique. Les armes employées sont également mises au jour dans ce quotidien : des campagnes très médiatisées, les conflits d'intérêts, le GIEC accusé d'avoir commis des erreurs. De nouveau, Le Monde semble proposer dès sa Une un tableau plus complet de la polémique en présence.

Le dernier volet analysé de cette polémique climatique passe aux attaques Ad Hominem d'un côté comme de l'autre. Le tiers-juge disparaît de ce dernier tableau et les trois quotidiens proposent une version différente du dernier chapitre de la polémique. *Le Monde* cite directement Claude Allègre comme représentant des climatosceptiques. Cependant, le quotidien n'attaque pas le personnage mais son livre, en expliquant dès la Une que *cet ouvrage est truffé d'erreurs factuelles*. De nouveau, la notion d'erreur est bien présente, mais concernant les climatosceptiques. Claude Allègre utilise son droit de réponse qui apparaît sur la Une dans l'édition du lendemain. Ainsi, *Le Monde* semble respecter les lois non de la polémique, mais de la controverse dès lors qu'il cite un personnage public.

Libération se moque ouvertement de l'ancien ministre en proposant un bonnet d'âne pour Claude Allègre. Le journal qui montrait l'obligation des scientifiques à répondre aux attaques avance également la réponse faite, sous la forme d'un appel de 400 scientifiques, spécifiant qu'il s'agit d'experts français, et mettant ainsi en relation de synonymie les scientifiques et les experts. L'appel lancé est en fait une lettre demandant aux employeurs des scientifiques, c'est-à-dire le ministère de la Recherche ainsi que le CNRS (Centre national de recherche scientifique), de prendre parti. Les scientifiques redonnent le rôle de juge aux instances publiques, tentant ainsi de faire basculer le débat du côté de la controverse scientifique. Par ailleurs, Claude Allègre est considéré comme un ancien ministre, non comme un scientifique.

De par sa façon d'aborder la relation polémique, *Le Figaro* se départ de nouveau des deux autres quotidiens, en ne présentant pas Claude Allègre comme un climatosceptique. Le journal fait l'impasse sur la parution du livre polémique de Claude Allègre, et préfère proposer une attaque Ad Hominem auprès d'un représentant du GIEC, Rajendra Pachauri, le présentant comme *le chef de file des climatologues*. L'attaque vise plus spécifiquement un aspect de la vie du président du GIEC qui a peu à voir avec la problématique climatique. Il s'agit de dévoiler le financement par la société BP de la soirée de lancement d'un livre que M. Pachauri avait écrit, *Le Figaro* considérant qu'il existe un conflit d'intérêts entre cette activité d'écrivain et son rôle de président du GIEC. Cette attaque ne fait que confirmer l'hypothèse selon laquelle *Le Figaro* pencherait davantage du côté des climatosceptiques sans cependant pouvoir l'admettre ouvertement dans ses pages. Cette hypothèse est également étayée par la façon dont *Le Figaro* propose de traiter la polémique climatique davantage comme un discours de controverse.

Il semble surprenant que le GIEC soit très peu cité dans l'ensemble du corpus, les quotidiens préférant parler des experts de l'ONU lorsqu'ils sont pris à partie dans la polémique climatique, et ne pas le mentionner du tout lorsque la problématique relève exclusivement du politique. L'expertise sert en effet de point d'appui au discours polémique, elle est cependant très peu nominalisée sous la forme du *GIEC*. Notons cependant que la controverse, comme la polémique, ne sont que peu représentées, préférant laisser la place au sauvetage, et marquant ainsi le caractère d'urgence que revêt le sommet de Copenhague, pour, au moins, *Le Monde* et *Libération*.

Conclusion

95

96

97

98

99

Dans notre analyse nous avons observé une ouverture du discours de la presse à de nouveaux espaces de représentation du changement climatique autres que la science, et à une prise de conscience des impacts politiques et sociaux du phénomène. La visée politique du phénomène est reconnue, mais le discours politique est présenté en aval du discours scientifique, ce n'est qu'une conséquence du travail scientifique. Il y a donc une dichotomie qui s'impose entre science et politique. En se situant entre la « science pure », affranchie de toute nécessité sociale, et la « science serve », asservie à toutes les demandes politico-économiques, définies par Bourdieu (1997), il semble que la presse n'ait pas encore trouvé le juste équilibre entre les deux. Nous voyons plutôt qu'elle penche pour la première en construisant de cette façon un discours de mythification du fait scientifique, ne considérant pas tout le travail de recherche qui précède le fait. Cette construction masque donc le fil du discours de l'acte de recherche, dans la mesure où elle évacue la propre matérialité de la démarche logico-empirique, propre à l'acte de recherche, ainsi que les opérations discursives, propres de cette démarche de construction et d'interprétation de l'objet (Decrosse, 1988).

Dans le cas du travail d'expertise réalisé par le GIEC, la question est encore plus complexe, car le versant politique est une partie intégrante de l'expertise. Nous voyons dans les ouvrages des auteurs cités dans la première partie de ce travail la description d'une conception des rapports, impliquant des débats et des acteurs extérieurs à la communauté scientifique, ainsi que des négociations entre ses acteurs. Les rapports du GIEC sont le résultat de toutes ces négociations. Mais ces éléments constitutifs du travail même du Groupe sont ignorés dans le discours de la presse.

En somme, même si la presse reconnaît l'existence de différents acteurs scientifiques ou politiques qui participent du phénomène, et que son discours commence à refléter une certaine compréhension des enjeux politiques et économiques du changement climatique, il n'y a pas encore la compréhension du scientifique en tant qu'acteur politique. Les acteurs scientifiques et politiques sont pourtant complémentaires dans la construction de chaque document produit par le GIEC et donc, cette construction est à la base du phénomène du changement climatique lui-même.

Remerciements

Nos remerciements vont à l'entreprise EDF R&D, au Groupe de Recherches Énergie, Technologie et Société, ainsi qu'à l'Association Nationale de Recherche et de Technologie

pour le financement de trois années de recherche sémiotique sur l'imaginaire culturel du changement climatique dans la presse française, sous forme de contrat CIFRE, ainsi qu'à la Coordenação de aperfeiçoamento de pessoal de nível superior (CAPES) du Brésil.

Bibliographie

Alcaraz, M., 2005, Réussir sa Une: Presse magazine et spécialisée, Paris: Victoire Editions, 133 p.

Atlan, H., M. Rebérioux, B. Latour, P. Dockès, J.M. Lévy-Leblond, R. Castel, J.P. Vernant, M.A. Hermitte et M. Revault D'Allonnes, 2003, *Savoirs et démocratie*, Marseille : Parenthèses, 187 p.

Boehmer-Christiansen, S, *International environmental policy*: interests and the failure of the Kyoto proces, Université de Hull, 2002.

Bourdieu P., 1997, Les usages sociaux de la science. Pour une sociologie clinique du champ scientifique, Paris, INRA.

Braud, P., 1998, Sociologie politique, Paris: CGDJ, 710 p.

Callon, M., P. Lascoumes et Y. Barthe, 2001, *Agir dans un monde incertain : Essai sur la démocratie technique*, Paris : Le Seuil, 358 p.

Carvalho, A., 2002, Mudanças climáticas, organizações ambientais e a imprensa britânica: uma análise do poder de perspectivação, in MIRANDA, J. B. e J. F. SILVEIRA (org.) *As Ciências da Comunicação na Viragem do Século*, actas do I Congresso da Associação Portuguesa de Ciências da Comunicação, Lisboa: Vega, p.750-762.

Charaudeau, P., 2008, La médiatisation de la science : Clonage, OGM, manipulations génétiques, Bruxelles : De Boeck, Paris : INA, 128 p.

Charaudeau, P. et D. Maingueneau, 2002, Dictionnaire d'Analyse du Discours, Paris : Seuil, 661 p.

Chetouani, L., 2001, Les figures de la polémique : aspects linguistiques et discursifs du débat public sur l'effet de serre, Paris : L'Harmattan, 230 p.

Comby, J.B., 2008, *Créer un climat favorable : valorisation publique, médiatisation et appropriations au quotidien*, Thèse de sciences sociales en information et communication, Institut Français de Presse et Université Paris 2, 460 p.

Cusin-Berche F. (dir.), 2000, Centre de recherches sur les discours ordinaires et spécialisés. Rencontres discursives entre sciences et politiques dans les médias : spécificités linguistiques et constructions sémiotiques. Les carnets du Cediscor, n.6, Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle.

D'Almeida, N., 2007, La société du jugement. Essai sur les nouveaux pouvoirs de l'opinion, Paris : Armand Colin.

Dahan, A. (dir.), 2007, Les modèles du futur, Paris : La Découverte, 244 p.

Decrosse, A, 1988, Sciences et Médias: Penser, Imaginer, Connaître, Paris: Didier Erudition.

Encinas de Munagorri, R. (dir.), 2009, *Expertise et gouvernance du changement climatique*, Paris : LGDJ, 239 p.

Galochet, M., J. Longuépée, V. Morel, O. Petit et M. Jollivet, 2008 *L'environnement, Discours et pratiques interdisciplinaires*, Arras : Artois presse Université, 288 p.

Godard, O., 2012, Chapitre 5: Les controverses climatiques en France. La logique du trouble, in Zaccai, Edwin, et al. Controverses climatiques, sciences et politique, Paris: Presses de Sciences Po, p. 117-140.

Hube, N., 2008, Décrocher la Une : Le choix des titres de première page de la presse quotidienne en France et en Allemagne (1945-2005), Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg, 398 p.

Kerbrat-Orecchioni, C., 1980, Le discours polémique, Lyon: Presses universitaires de Lyon, 153 p.

Krieg-Planque, A., 2007, Travailler les discours dans la pluridisciplinarité. Exemple d'une « manière de faire » en analyse de discours », in Bonnafous, S. et M. Temmar (dir.) *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris : Ophrys, p. 57-71.

Lamarre, D., 2008, Climat et risques, changements d'approches, Paris : Lavoisier, 170 p.

Latour, B., 1989, La science en action, Paris: La Découverte, 663 p.

Laügt, O., 2000, Discours d'expert et démocratie, Paris, L'Harmattan, 205 p.

Lemieux, C., 2007, A quoi sert l'analyse des controverses. *Mil neuf cent : Comment on se dispute. Les formes de la controverse*, no. 25, p.191-212.

Maingueneau, D., 1983, Sémantique de la polémique, Lausanne : L'âge d'homme, 206 p.

Mascart, J., 1925, Notes sur les variabilités des climats, Lyon : M. Audin, 383 p.

Moirand, S., 2007, Les discours de la presse quotidienne, Paris : PUF, 179 p.

Nicolescu, B., 1996, La transdisciplinarité manifeste, Monaco: éditions du Rocher, 231 p.

Noëlle-Neumann, E., 1974, The spirale of silence: A theory of public opinion. *Journal of communication*, no. 24, p. 43-51.

Ost, F., 1997, L'interdisciplinarité comme principe d'organisation, paradigme théorique et éthique, colloque *L'université catholique face aux défis du XXIe siècle*, Santiago du Chili, octobre 1997.

Pestre, D., 2007, L'analyse des controverses dans l'étude des sciences depuis 30 ans, Mil neuf cent $n^{\circ}25$. Comment on se dispute. Les formes de la controverse, p. 29-43.

Rey, A., 2008, Nouveau petit Robert, Robert, Paris.

Roqueplo, Ph., 1993, Climat sous surveillance, Paris: Economica, 400 p.

Roqueplo Ph, 1997, Entre savoir et décision, l'expertise scientifique, Paris : Inra, 111 p.

Tarde, G., 1901, L'opinion et la foule, Paris : Felix Alcan, 239 p.

Theys, J. et B. Kalaora, 1992, La Terre outragée: Les experts sont formels, Paris: Autrement, 270 p.

Van Dijk, T., 1990, La noticia como discurso. Comprensión, estructura y producción de la información, Barcelona: Paidós Comunicación.

Vigneau, J.P., 2006, Eclipse et retour du sociétal en climatologie. *Journées de la climatologie, Climat et société : l'apport des géographes-climatologues*, Nice, 23-25 mars, 10 p.

Yanoshevsky, G., 2003, De la polémique à la polémique journalistique, *Recherches en communication* 20, Bruxelles, p.37-52.

Zaccaï, E., F Gemenne et J-M. Decrolv (dir.). 2012, Controverses climatiques, sciences etpolitique. Presses de Sciences Po Paris,

Pour citer cet article

Référence électronique

Marion Mauger-Parat et Ana Carolina Peliz, « Controverse, polémique, expertise : trois notions pour aborder le débat sur le changement climatique en France », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 13 Numéro 2 | septembre 2013, mis en ligne le 06 novembre 2013, consulté le 03 septembre 2014. URL : http://vertigo.revues.org/14297 ; DOI : 10.4000/vertigo.14297

À propos des auteurs

Marion Mauger-Parat

Docteure en sciences du langage option sémiotique, Université Paris Descartes, Centre de Recherches sur les liens sociaux - UMR 8070, Université Paris Descartes, Centre des Saints-Pères, Bâtiment Jacob 3e étage, 45 rue des Saints-pères, 75270, Paris, France / Enseignante vacataire UFR LEI, Université Cergy-Pontoise, sémiologie de l'image et communication, Courriel : marion.mauger@yahoo.fr

Ana Carolina Peliz

Doctorante en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris Sorbonne-Paris IV (en cotutelle avec l'Université de Brasília), 1, rue Victor Cousin, 75005 Paris, France, Courriel : anapeliz@yahoo.com

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

Cette étude vise à observer, au travers de méthodes d'analyse de discours, trois notions autorisant des formes de mise en débat de la question climatique : l'expertise, la controverse et la polémique. Il est question de comprendre la construction et la circulation du discours sur le changement climatique dans la presse française. Au-delà des questionnements théoriques visant à définir les notions de controverse, de polémique et d'expertise d'un point de vue discursif, la partie empirique de ce travail se construit en trois sections. Considérant que les usages permettent de définir les notions qui intéressent l'étude, nous proposons dans un premier temps une analyse des discours assumés par des climatologues, à propos de controverses et de polémiques. Dans un deuxième temps, nous nous intéressons à la représentation du GIEC dans la presse, notant qu'elle a connu une importante mutation. Dans un dernier temps, l'analyse se focalise sur les Unes des journaux quotidiens français afin de repérer un possible système discursif polémique à propos du climat dans la période 2009-2010, période riche en rebondissements événementiels qui alimentent les médias.

The aim of this paper is to observe, using discourse analysis methodologies, the process of debating system about climate questions through the agency of three notions: expertise, controversy and polemic. We propose to analyze the construction of climate change discourse in French medias and in scientists' discourses through two discursive types: controversy and polemic, always regarding the part played by the climate expertise. The first part of this article helps to define discursively speaking what is controversy and what is polemic. It also constructs the links between these types of discourse and the definition of expertise. The empirical part of the article shows three complementary analysis: the uses of the two notions controversy and polemic in scientists' discourses, a diachronic analysis of French media discourses regarding the IPPC representation and a synchronic analysis of French newspapers front pages from November 2009 and April 2010, focusing on the elements constructing the polemic and controversial discourses.

Entrées d'index

Mots-clés: expertise, controverse, polémique, discours, presse, changement climatique, GIEC, climat, climato-scepticisme

Keywords: expertise, controversy, polemic, discourse, media, climate change, IPCC, climate

climate

Lieux d'étude : Europe